BRUXELLES CHANTIERS

Une critique architecturale de l'Europe

LUDOVIC LAMANT

LUX

BRUXELLES CHANTIERS

LUDOVIC LAMANT

BRUXELLES CHANTIERS

Une critique architecturale de l'Europe

© Lux Éditeur, 2018
www.luxediteur.com
Conception graphique de la couverture : David Drummond

Dépôt légal : 4e trimestre 2018
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN : 978-2-89596-286-1
ISBN (epub) : 978-2-89596-751-4
ISBN (pdf) : 978-2-89596-941-9

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada pour nos activités d'édition.

Tout était noir alentour. La terre n'était que boue et des fragments de marbre étaient éparpillés en tout sens. Plus aucune pierre n'était à sa place. Tout était sens dessus dessous. Le sol était recouvert d'une mince pellicule de poussière, et sur les ruines brûlaient de petites flammes.
Plus j'approchais, moins le chemin était praticable : on ne voyait de tous côtés que des morceaux arrachés à l'édifice effondré.
[...] Du marbre partout, pulvérisé.
Un désordre insoutenable, une plaie.

Christos Chryssopoulos,
La destruction du Parthénon

OUVERTURE

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Ceux des édifices qui ne parlent ni ne chantent, ne méritent que le dédain. Ce sont choses mortes.

Paul Valéry, *Eupalinos*

J'ai fini par m'y faire, à la colonnade exubérante du Lex : une dizaine de piliers recouverts d'une peau métallique qui tracent une courbe douce au rez-de-chaussée de l'édifice, en bordure d'autoroute. Depuis l'autre côté des voies, on dirait des troncs en carton-pâte, dont on peine à comprendre comment ils peuvent résister à la pression de la dizaine d'étages qui s'empilent au-dessus. Lorsqu'on toque sur l'un d'eux, un son creux confirme la fragilité de la structure. Ce portique clinquant possède au moins une qualité incontestable qui ne saute pas aux yeux, mais se révèle à l'usage : il offre au piéton bruxellois qui aurait osé s'aventurer sur ces terres hostiles un abri parfait en cas de pluie violente ou de bourrasques.

Le Lex héberge les services de traduction du Conseil de l'Union européenne, cette institution toute puissante qui relaie la voix des gouvernements

nationaux à Bruxelles. Ce n'est donc pas dans ce bâtiment que les chefs d'État et de gouvernement se retrouvent pour leurs messes basses trimestrielles – ils se rendent à deux pas de là, à l'Europa, inauguré en 2016 –, mais l'édifice a tout de même été le théâtre de certaines réunions de crise qui ont marqué les esprits, dont l'une des plus mouvementées de la crise grecque. Le 11 février 2015, sur la volée de l'escalier principal, Yanis Varoufakis, alors ministre des Finances de la Grèce, a improvisé une conférence de presse dans un chaos invraisemblable, s'adressant à une centaine de journalistes du monde entier pressés au pied de l'escalier pour savoir si, oui ou non, la Grèce allait sortir de la zone euro.

Dans un élan de grandiloquence typique du projet européen, on a nommé cet édifice « Lex », « loi » en latin, sans doute parce que l'autoroute – quatre voies en sens unique, autrefois cinq – qui le borde s'appelle la « rue de la Loi ». C'est l'artère du district européen, principale, bruyante, épuisante, un exemple parfait de ce que Le Corbusier appelait la « rue-corridor », murée de bâtiments, presque hermétique à toute lumière. Elle est quasiment impossible à traverser à pied. Rampe de lancement de la E40 qui passe par Bruxelles et Liège, dans le sud du pays, puis à l'Allemagne, elle éventre le quartier européen. Lex, loi, sens unique, tout se tient, on n'en sort pas. À force d'être martelé partout dans le paysage, le message finit par passer : avant même d'être un objet politique difficile à saisir, l'Union européenne (UE) est une construction juridique, une masse d'articles de droit. C'est une machine à

produire des milliers de règlements à appliquer, de la jurisprudence et des traités à respecter.

À l'échelle du quartier européen de Bruxelles, le portique du Lex est une anomalie. Les colonnes brouillent la frontière entre l'extérieur et l'intérieur du bâtiment, et créent une zone mixte, comme une invitation pour le visiteur à s'approcher pour coller son nez sur la vitre et regarder ce qui se passe à l'intérieur, dans le vaste hall d'entrée. Depuis l'attentat de mars 2016 à la station de métro Maelbeek, qui a ensanglanté le secteur, des plots et des barrières ont poussé partout, plantés dans la précipitation. Les institutions européennes se sont barricadées un peu plus qu'elles l'étaient déjà, mais le portique du Lex, lui, conserve une forme d'hospitalité.

À quelques mètres de là, en retrait de la rue de la Loi, un escalier longe les quais surélevés de la gare Schuman. Depuis le promontoire, en haut des marches, on perçoit le dénivelé et les reliefs de l'ancienne vallée du Maelbeek sur laquelle a été

construit le quartier européen, dès la fin des années 1950[1]. Le district européen occupe deux plateaux : en contrebas, autour de la place du Luxembourg, le parlement (l'ancien quartier Léopold). Dans la partie haute, autour du rond-point Schuman, les deux autres institutions clés : les sièges de la Commission (le Berlaymont) et du Conseil (le Juste Lipse et l'Europa) se regardent en chiens de faïence, aux abords du parc du Cinquantenaire.

En quelques décennies, les bureaux ont colonisé les deux plateaux comme une tache d'huile. Ils ont été construits à la va-vite sur les décombres des maisons bourgeoises et des hôtels de maître édifiés il y a cent cinquante ans, avec la fortune extraite des mines du Congo, pour attirer les habitants les plus aisés de Bruxelles à une époque où la Belgique se rêvait puissance coloniale de premier plan. Le quartier européen a tourné le dos à cette ostentation d'antan et piétiné sa mémoire – on y reviendra –, et ressemble aujourd'hui au quartier d'affaires anonyme d'une grande capitale, les tours en moins : rares sont les bâtiments qui dépassent la dizaine d'étages. Un empilement de boîtes de verre, de béton et de plastique, que traversent chaque jour quelque 27 000 fonctionnaires européens. Le plan des rues en damier, hérité du XIXe siècle, et rappelant celui des grandes villes américaines, n'arrange rien : tout y est coupant, dur, angoissant. C'est ici, sur ces 85 îlots de bureaux où subsistent de rares logements, que sont fabriquées les politiques de l'UE.

Il est 21 heures, quelques rares voitures foncent dans la rue de la Loi. Il n'y a personne sur les trot-

toirs où je pousse mon vélo, incapable de distinguer à la nuit tombée les pistes cyclables des zones piétonnes, comme des chantiers aux contours sans cesse mouvants. À une centaine de mètres, la façade du Berlaymont impose son armure de verre et de métal. Ses détracteurs l'ont surnommé le « Berlaymonstre ». Des drapeaux bleus étoilés plantés sur le parvis claquent au vent. Ce bâtiment, qui ressemble à peu près, vu du ciel, à une croix de Saint-André aux angles arrondis, abrite le siège de la Commission, l'exécutif européen. Il s'agit sans doute du seul bâtiment iconique du quartier. Édifié en 1960 sur une structure copieusement bardée d'amiante, il a dû être évacué en 1991 pour une longue opération d'assainissement. Les commissaires y siègent à nouveau depuis 2004. Ce soir, la

lumière de cinq ou six bureaux, aux douzième et treizième étages, est restée allumée.

Autour du même rond-point, de pâles éclairages publics laissent voir une façade de granit gris aux fenêtres en verre bleu : le bâtiment Triangle, propriété de l'assureur français Axa, sert de siège au Service européen pour l'action extérieure (SEAE), la diplomatie européenne dirigée par l'Italienne Federica Mogherini. Le loyer s'est élevé en 2017 à plus de 13 millions d'euros. La devanture, anecdotique, ne trahit rien de ce qu'il se passe à l'intérieur. La pierre terne de cette « façade-rideau », selon le jargon des architectes, n'est pas portante. Pas plus que les fenêtres qui ont été posées comme un vêtement, au dernier moment. La fine corniche en pierre qui court au-dessus du cinquième étage ne collecte pas les eaux de pluie : elle est, elle aussi, décorative.

Cette façade *de façade,* pour ainsi dire, est typique du postmodernisme, courant architectural très éclectique, d'abord théorisé par le critique américain Charles Jencks en 1977[2]. Ce mouvement est une réaction à la grande architecture moderne du début du XXe siècle, celle des formes épurées des Walter Gropius – le fondateur du Bauhaus –, Le Corbusier et Mies van der Rohe, reprises plus tard dans le « style international[3] », qui finit par s'essouffler dans les années 1970. Le postmodernisme, lui, assume des emprunts à des courants historiques variés, sous la forme d'un bricolage foutraque d'influences et de citations, où l'apparence – l'habillage de la façade – prime sur la structure. C'est le retour des déguisements historiques : des

frises, des colonnes et des ornements, copiés de l'Antiquité ou du château de Versailles, juxtaposés de telle manière que les références se brouillent et s'annulent entre elles. Contre New York ou Chicago, Las Vegas devient l'une des villes-totems, par sa capacité à fabriquer des images et susciter de l'ambiguïté architecturale[4]. L'architecte est un auteur à part entière, habité par une quête de plaisir, à rebours du fonctionnalisme étroit des décennies passées. Hégémonique dans les années 1980, cet « historicisme dématérialisé[5] » a notamment donné lieu, dans l'une de ses versions les plus spectaculaires, aux espaces d'Abraxas, une débauche théâtrale de colonnes et de pilastres à Noisy-le-Grand, en banlieue parisienne, conçus par le Catalan Ricardo Bofill de 1978 à 1983 pour de l'habitat collectif[6]. En 1980, la biennale d'architecture de Venise, intitulée « Présence du passé », annonçait le sacre du « postmoderne » avec la Strada Novissima, une scénographie qui a marqué un tournant dans l'histoire de l'architecture : une enfilade de 20 façades toutes différentes, chacune réalisée par un architecte contemporain différent, de Frank Gehry à Bofill, en écho à des courants architecturaux passés. Au même moment à Bruxelles, les grues s'activaient dans le quartier européen.

Le postmodernisme est bien la grammaire dominante du district bruxellois. Mais il s'y déploie sous une forme moins puissante, encore plus carton-pâte, sans humour ni ambiguïté : une succession de façades flottantes à la pierre triste, parfois rehaussées d'arches, de mini-frontons et d'autres clins d'œil tièdes à l'histoire de l'architecture. Le

bâti européen n'est pas facile à aimer, à première vue : il faut se laisser émouvoir par les infinies variations de granit gris, les pierres fades qui vieillissent mal, les reflets glaciaux des fenêtres-miroirs qui renforcent l'effet bunker d'institutions imprenables.

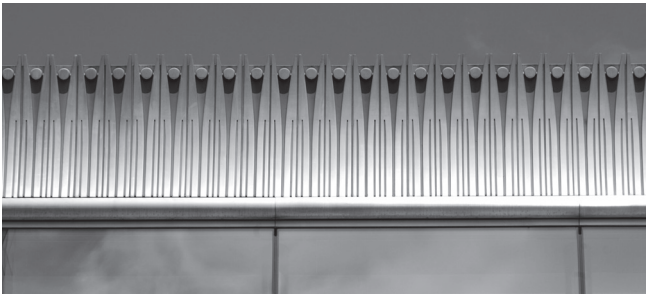
*
* *

Lorsqu'on arpente le secteur, surtout la nuit, une étrange sensation nous envahit. Rien ne distingue vraiment les bâtiments du secteur public de ceux qui sont aux mains d'intérêts privés. Il faut se pencher sur la plaque à l'entrée, ou repérer un drapeau dans le hall d'accueil, pour déterminer si l'on se trouve devant l'ambassade d'un État membre ou un cabinet d'avocats chargés de lobbying pour des multinationales. Au cœur de la machinerie européenne, les politiques, les diplomates, les lobbyistes et les entrepreneurs sont tous logés à la même enseigne, retranchés dans leurs immeubles postmodernes. Fenêtres-miroirs, frontons, granit, les motifs se répètent jusqu'à l'écœurement.

Je fuis le rond-point Schuman par la rue Froissart, en contrebas, et longe des chantiers silencieux, protégés de fines barrières – il y a toujours quelque chose à démolir dans le district, en général pour y construire des bureaux quasiment identiques à ceux qui viennent d'être détruits. Puis je m'engage dans la rue Belliard, sur la droite. En surplomb, sur le ciel noir se découpe l'une des constructions les plus étonnantes du quartier : une version industrielle du pont des Soupirs vénitien.

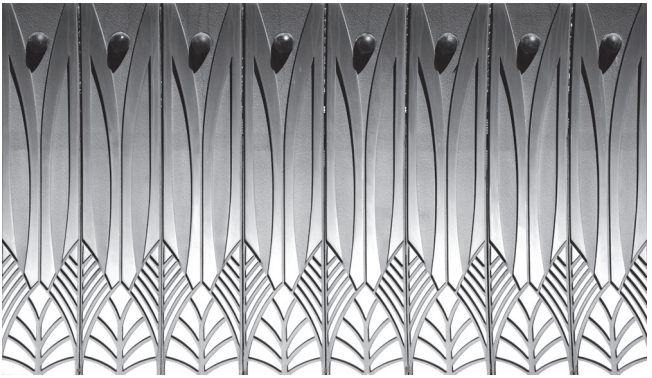
À une quinzaine de mètres du sol, une imposante passerelle d'acier, de béton et de plexiglas enjambe la rue et permet aux fonctionnaires du Comité européen des régions (CdR) – une de ces institutions sans grande influence dont l'Europe a le secret – de circuler entre le bâtiment Jacques Delors et le bâtiment Van Maerlant, sans avoir à s'exposer aux intempéries. Figures de proue ou paratonnerres, on ne sait pas très bien, deux statues de bronze représentant Ariane avec son fil, créées par le sculpteur belge Jean-Paul Laenen, semblent vouloir s'extirper de l'étroit corridor où elles se trouvent coincées et s'élancer vers le ciel. Elles sont la métaphore désuète des lenteurs et frustrations de la construction européenne.

Un peu plus loin, je tourne à gauche et débouche sur l'esplanade Solidarność, ce long couloir piéton mais désert, pensé par ses concepteurs selon le modèle des *ramblas* barcelonaises,



cette célèbre promenade en pente, toujours bondée de monde, qui mène à la mer. À Bruxelles, son symétrique est un aspirateur de courants d'air au dallage gris et rose saumon sans aspérités, qui permet surtout de séparer les deux rangées de bâtiments du parlement, sommet de postmodernisme bruxellois : pierres grises agrafées, arcs surbaissés et, toujours, ce verre-miroir bleu intense. Une ornementation attire mon regard : une frise gravée dans l'acier inoxydable de la façade du bâtiment Altiero-Spinelli. Elle court le long de l'édifice, portée par des colonnes de marbre vert d'environ trois mètres de haut. De loin, on dirait des motifs égyptiens. À y regarder de plus près, on distingue une couronne de feuilles, citation de l'Art déco bruxellois du début du XXe siècle.

Cette frise, je l'ai déjà vue ailleurs, à quelques blocs d'ici, au numéro 13 de la rue Montoyer. L'immeuble Sapphire, construit en 2003, héberge un poids lourd de l'assurance privée, Credendo. Au tiers de la hauteur, sa façade est décorée des mêmes motifs végétaux, à la différence près que les feuilles qui ornent le Sapphire ont des nervures apparentes, contrairement à leurs homologues du



Spinelli. De plus, l'immeuble de la rue Montoyer est coiffé de pics d'acier qui rappellent ceux que l'on voit, plus modestes, sur la toiture du Spinelli, au parlement. C'est l'Atelier d'architecture de Genval, pionnier de l'architecture postmoderne belge, qui a conçu les deux bâtiments, à quelques années d'intervalle. Pourquoi avoir donné à l'hémicycle européen, censé constituer le poumon démocratique de l'UE, les mêmes atours que le siège d'un assureur privé ? « Il n'y a presque aucune différence entre un édifice de l'UE et un siège social d'entreprise, ou un quelconque immeuble de bureaux », constatait, en 2007, un collectif d'architectes et de critiques auteur d'un livre culte sur le quartier, *Brussels: A Manifesto*[7]. « Les valeurs cibles que sont la transparence, la communication, l'efficacité et la stabilité ont dégénéré pour adopter la forme du récit générique de l'architecture d'entreprise. »

Il est bientôt 22 heures, rue de l'Industrie, des grappes d'eurocrates quittent à pas pressés l'Aspria, le club de sport huppé du quartier, où l'on croise même parfois des commissaires européens. Une

odeur de chlore monte dans la rue, au niveau de la porte de garage restée ouverte sur un monticule de serviettes sales qui attendent d'être envoyées à la blanchisserie.

*
* *

La plupart des Bruxellois sont allergiques au district européen. Beaucoup préfèrent l'ignorer et n'y mettent jamais les pieds, même s'il se situe à deux pas de la Grand-Place et de l'hypercentre de la capitale. Sur la vingtaine d'architectes, urbanistes et dirigeants européens que j'ai rencontrés pour écrire ce livre, aucun n'a défendu le quartier, dont le nom lui-même oppose les partisans du « quartier Léopold », référence au roi Léopold Ier de Belgique, et ceux du « quartier européen ». C'est une « balafre urbaine », admet Alain Hutchinson, un socialiste belge chargé des relations avec l'UE pour imaginer l'avenir du quartier. « J'y vois un trou noir qui assèche les énergies », explique pour sa part l'architecte Olivier Bastin, « maître architecte » de la ville (*bouwmeester*) de 2009 à 2014. Paul Magnette, figure du socialisme européen qui s'est fait connaître à l'international pour son combat acharné contre l'accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, renchérit : « Il n'y a plus de vie, plus d'habitants, c'est fini, il n'y a plus que des lobbies, des ONG, des bureaux d'avocats, c'est un quartier totalement déshumanisé. » Dans un éditorial cinglant, la revue d'architecture belge *A+* parle carrément d'une « bouillie sans goût ». Quant à

TABLE

Ouverture
La construction européenne 9

Chapitre 1
Bruxelles ne délire pas 37

Chapitre 2
Soliditas, Venustas, Firmitas 67

Chapitre 3
Soulever l'asphalte 91

Chapitre 4
Ceci n'est pas un parlement 117

Chapitre 5
L'Europe en vitrine 143

Chapitre 6
Portes tournantes 169

Chapitre 7
Eurasie 195

Épilogue
Clôture de Bruxelles 217

Remerciements 229

Liste des sigles et acronymes 231

Table des illustrations 233

Notes et références 237

CET OUVRAGE A ÉTÉ IMPRIMÉ EN AOÛT 2018 SUR LES PRESSES DES ATELIERS DE L'IMPRIMERIE CPI FIRMIN-DIDOT POUR LE COMPTE DE LUX, ÉDITEUR À L'ENSEIGNE D'UN CHIEN D'OR DE LÉGENDE DESSINÉ PAR ROBERT LAPALME

La mise en page
est de Claude Bergeron

La révision du texte
est de Laurence Jourde

La correction d'épreuves
est de Paulin Dardel

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal, Qc H2J 4E1

Diffusion et distribution
Au Canada : Flammarion
En Europe : Harmonia Mundi

Imprimé en France

Personne ne comprend plus rien à l'Europe, ses traités indigestes, ses crises à répétition. Pour pallier cette incompréhension, Ludovic Lamant a pris l'expression «construction européenne» au pied de la lettre et s'est intéressé à ce que l'UE a de plus visible: les bâtiments qui abritent ses institutions.

Né des déambulations de l'auteur dans les rues d'une ville qu'il aime, *Bruxelles chantiers* donne la parole aux architectes et urbanistes qui ont dessiné le quartier européen comme à ceux qui en ont été empêchés, aux eurodéputés et fonctionnaires qui font l'Europe au quotidien et à ceux qui peinent à la réformer. Les quatre voies à sens unique de la rue de la Loi, le corridor de vent de l'esplanade Solidarność, l'œuf encagé du nouveau bâtiment du Conseil : le fatras architectural dépourvu d'éloquence qui balafre la capitale belge laisse entrevoir les renoncements par lesquels un projet politique porteur d'espoir est devenu une machine bureaucratique. Dérive dans les jeunes ruines d'un vieux rêve qui, peut-être, bouge encore.

Journaliste à Mediapart*, Ludovic Lamant a été correspondant à Bruxelles de 2012 à 2017 pour le journal en ligne. Il est l'auteur de* Argentine. Histoire, société, culture *(La Découverte, 2011) et de* Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne *(Lux, 2016).*